

Randal Zbienen

Chercheur associé

Fondation pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Coronavirus et réseaux sociaux : premières réflexions stratégiques sur une « infodémie »

Introduction

Le 15 février dernier, dans son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a employé le néologisme « infodémie »¹ pour qualifier l'extraordinaire emballement médiatique autour de l'épidémie du Covid-19 – pourtant alors principalement cantonnée à l'Asie. Il alertait son auditoire sur les ravages de la communication massive, anarchique et toxique qui accompagne la propagation du virus.

Certes les chaînes d'information continue portent une responsabilité certaine dans cet affolement médiatique car jamais une crise n'avait monopolisé à ce point la couverture des médias traditionnels². Mais ce sont les réseaux sociaux numériques³ qui concentrent majoritairement les inquiétudes et les critiques. Ce sont eux que vise clairement le directeur de l'OMS⁴.

¹ « [...] nous ne combattons pas seulement une épidémie ; nous luttons aussi contre une infodémie ».

² Selon l'INA, c'est un phénomène inédit dans l'histoire de la télévision (Nicolas Hervé, « Coronavirus - Etude de l'intensité médiatique », Institut National de l'Audiovisuel - Service de la Recherche, 7 avril 2020 – v1.2).

³ Par souci de simplification, les « réseaux sociaux numériques », « médias sociaux » ou « web social » sont entendus ici au sens large, comme l'ensemble des plateformes de communication basées sur internet.

⁴ « Les informations fausses se propagent plus vite et plus facilement que ce virus, et elles sont tout aussi dangereuses. C'est pourquoi nous travaillons aussi avec des entreprises du secteur des moteurs de recherche et des médias sociaux, comme Facebook, Google, Pinterest, Tencent, Twitter, TikTok, YouTube, et d'autres encore, dans le but d'enrayer la propagation des rumeurs et des informations mensongères », a ainsi souligné le Directeur général de l'OMS (op. cit.).

Il n'est guère étonnant que les médias sociaux se soient emparés de la crise du Covid-19. Leur expansion phénoménale ces dernières années ne pouvait qu'avoir un impact croissant non seulement sur la vie quotidienne de leurs centaines de millions d'utilisateurs mais aussi sur la stratégie et la géopolitique. Apparus avec le « web 2.0 » il y a une quinzaine d'années (2004 pour *Facebook*), les réseaux sociaux ont connu en effet un engouement extraordinaire et leur succès ne paraît pas devoir se démentir⁵. En 2011, lors des printemps arabes, ils ont fait irruption de façon spectaculaire sur la scène internationale. Ils avaient alors non seulement galvanisé la contestation de la rue arabe, mais ils lui avaient aussi donné les moyens de s'organiser face à la répression. Depuis, ils suivent, amplifient, et parfois provoquent, toutes les crises et tous les événements significatifs, du conflit russo-ukrainien au mouvement des « gilets jaunes » en passant par les élections présidentielles américaines. Leur emploi massif par Daech, à partir de 2014, a marqué un palier particulièrement inquiétant du point de vue de la défense et de la sécurité. De même, certains Etats autoritaires semblent avoir bien mesuré tout le potentiel qu'ils pouvaient en tirer sur la scène internationale, y compris comme « arme de désinformation massive ».

L'épidémie de coronavirus apparaît comme la première pandémie de l'ère des réseaux sociaux numériques. Elle apporte une nouvelle illustration du phénomène avec des dimensions pour certaines inédites. C'est pourquoi, même s'il est encore trop tôt pour tirer des enseignements définitifs de cette infodémie, il importe d'en relever les manifestations les plus critiques afin d'en proposer une première analyse stratégique.

Les symptômes de l'infodémie

Nous ne développerons ici que les aspects les plus problématiques de l'infodémie actuelle, étant entendu que les réseaux sociaux ont bien sûr aussi, en cette période sensible, des effets tout à fait positifs. On peut en citer quelques-uns : ils permettent aux acteurs institutionnels d'informer rapidement et en permanence le public sur l'évolution de l'épidémie⁶ ; ils facilitent le télétravail⁷ ; ils offrent aux personnes isolées un moyen de conserver un lien social en période de confinement ; ils favorisent la multiplication d'initiatives de soutien et d'entraide⁸ ; couplés à la téléphonie mobile, ils ouvrent des possibilités d'identification et de suivi numériques des personnes infectées ainsi que de leurs contacts (*contact tracing*), qui permettraient notamment un retour plus rapide à une activité normale...

Cependant, ces quelques aspects positifs ne sauraient occulter les dimensions désastreuses du phénomène qui justifient l'alarme du directeur de l'OMS mais aussi de nombreux autres responsables nationaux et internationaux. Deux effets étroitement imbriqués de l'infodémie apparaissent particulièrement critiques : les médias sociaux amplifient de façon dramatique la psychose qui accompagne la propagation du virus ; ils véhiculent une désinformation perma-

⁵ En 2020, selon le site wearesocial.com, le nombre de personnes dans le monde qui utilisent internet a dépassé les 4,5 milliards, soit près de 60 % de la population mondiale. On compte plus de 3,8 milliards d'utilisateurs de réseaux sociaux en janvier 2020, un chiffre en augmentation de plus de 9 % (321 millions de nouveaux usagers) par rapport à l'année dernière à la même période.

⁶ Cf. en France, le compte Twitter de l'Elysée et les initiatives du Service d'information du gouvernement (SIG) pour investir les réseaux sociaux, notamment l'ouverture d'un compte WhatsApp le 5 avril 2020.

⁷ Certaines administrations utilisent par exemple WhatsApp pour maintenir le contact avec leurs agents confinés. La messagerie cryptée de Facebook est sursollicitée (le nombre d'appels journaliers a doublé ces dernières semaines) au point que Mark Zuckerberg a annoncé le doublement de la capacité de ses serveurs.

⁸ Cf., par exemple, le collectif #ProtegeTonSoignant ou les groupes d'entraide « Solidarité coronavirus » créés sur Facebook.

nente qui nourrit la stigmatisation, le ressentiment et la division. Enfin, il s'avère que, pour l'instant, les contre-mesures prises ne montrent qu'une efficacité limitée pour réduire ces graves dérives.

« Corona-panique » sur les réseaux

Selon un observatoire de l'Ifop⁹, plus de 80 % des Français sont inquiets face à l'épidémie du Covid-19. Ce niveau n'a quasiment pas cessé de progresser depuis janvier¹⁰ et il n'avait jamais été atteint pour une épidémie depuis que des sondages sont pratiqués. La grippe espagnole de 1918-1919, la grippe asiatique de 1957-1958, la grippe dite de Hong Kong de 1968, le SIDA ou le virus Ebola, pourtant souvent bien plus meurtriers, n'avaient pas suscité un tel effroi... Même la grippe A (H1N1) de 2009 n'avait pas inquiété plus de 35 % de nos compatriotes à son pic.

Pour certains chercheurs en psychologie sociale¹¹, cette inquiétude est courante en cas de survenance d'une nouvelle épidémie mais aujourd'hui les réseaux sociaux l'amplifient considérablement.

La peur – si tant est qu'elle puisse être raisonnée – peut être salutaire et pousser au respect des mesures de protection (les « gestes barrières ») ainsi que des règles de confinement. Cependant, le surcroît d'inquiétude engendre des « effets paniques », dont la ruée sur les rayons de supermarchés a été la plus spectaculaire manifestation. La rumeur d'une éventuelle pénurie s'est diffusée sur les réseaux, ce qui a accéléré le phénomène à la manière d'une « prophétie auto-réalisatrice » dont l'effet boule de neige a été encore amplifié par sa propagation « virale » sur les médias sociaux. Cette psychose collective ne serait pas si grave si elle ne provoquait pas aussi des violences¹², en particulier contre des personnes soupçonnées de disséminer le virus, ou par crainte de pénuries (de masques de protection, de denrées alimentaires...).

Un autre effet pervers de ce climat anxigène exacerbé par les réseaux sociaux est la pression croissante de l'opinion publique sur les gouvernements, ce qui a provoqué des réactions politiques souvent démagogiques et parfois irrationnelles¹³. Cette pression populaire explique aussi en partie le mimétisme des politiques de confinement, qui s'imposent désormais à plus de quatre milliards d'habitants. La plupart des Etats qui y étaient initialement réticents ont maintenant adopté des mesures en ce sens tels le Royaume-Uni, les Pays-Bas, mais aussi, récemment, Hong Kong et Singapour. Par conséquent, on ne saura probablement jamais si cette politique, du fait de ses conséquences très négatives sur l'économie, ne se révélera finalement pas plus problématique à long terme du point de vue politique et social que des solutions alternatives comme l'immunité collective défendue par certains¹⁴. Quoi qu'il en soit, la « corona-

⁹ Ifop – Fiducial, « Balises d'opinion #90 : Suivi de la crise du coronavirus et de l'action gouvernementale – Vague 8 », avril 2020.

¹⁰ La première dépêche de l'AFP qui mentionne une « *mystérieuse pneumonie* » en Chine date du 5 janvier 2020.

¹¹ Cf. interview de Jocelyn Raude, maître de conférences à l'École des hautes études de santé publique (EHESP) et chercheur à l'Unité des Virus Emergents de Marseille, par Romane Pellen : « Coronavirus : 'Les réseaux sociaux favorisent un climat anxigène' », *Libération*, 13 mars 2020.

¹² Des actes et des propos violents ont été observés dans la plupart des pays touchés par l'épidémie : d'abord en Chine, puis dans certains pays africains, en Ukraine et même au Japon, etc. La France métropolitaine (notamment envers des pharmaciens) et les Antilles (vis-à-vis de touristes) n'ont pas été épargnées, tandis qu'aux Etats-Unis, on assiste à une véritable ruée sur les armureries...

¹³ Cf. les propos provocateurs du président Trump, les fermetures unilatérales de frontières, les confiscations de masques de protection destinés à l'étranger par certains Etats, etc.

¹⁴ Comme le soutient encore le gouvernement suédois, malgré l'opposition d'une partie de l'opinion interne et une certaine pression internationale.

panique » qui se propage *via* les réseaux sociaux pousse les autorités politiques – pour le meilleur ou pour le pire – à privilégier une approche de court terme sous la pression de l’opinion¹⁵. Les approches privilégiant le long terme, comme la recherche scientifique, qui réclame un minimum d’analyse et de recul, sont souvent disqualifiées sur les réseaux au nom de l’urgence sanitaire¹⁶. Or une vision prospective consolidée et une planification partagée seraient indispensables pour réduire un tant soit peu l’incertitude sur l’impact de la crise dans la durée.

Le web de la désinformation et de la discorde

L’effet de « caisse de résonance » des réseaux sociaux provoque une forme de panique d’autant plus irraisonnée qu’elle est alimentée par un festival d’infox (ou *fake news*) et de théories complotistes comme rarement (jamais ?) observé jusqu’à ce jour¹⁷. C’est cette désinformation massive qui inquiète le plus les autorités sanitaires et politiques telle la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a dénoncé dans un communiqué le 31 mars dernier une « *désinformation qui peut tuer* »¹⁸.

Le site EUvsDisinfo¹⁹, piloté par l’Union européenne (UE), recensait au 6 avril 2020 281 cas prouvés de désinformation autour de la pandémie, dont la plupart circulent sur les réseaux sociaux. Beaucoup de ces infox, dont le site Conspiracy Watch²⁰ offre également un florilège, sont farfelues (recettes de grand-mère...) ou à but frauduleux (commercialisation de remèdes prétendument miracles ou de masques périmés...), mais d’autres peuvent être beaucoup plus dangereuses. Certaines menacent en effet la santé de ceux qui les mettent en pratique. Ainsi le ministère français de la Santé a dû se fendre de plusieurs démentis sur Twitter²¹, notamment pour rappeler qu’il ne fallait pas nettoyer les aliments à l’eau de Javel ou que « *la cocaïne NE protège PAS contre le coronavirus* »... ! L’OMS, pour sa part, dément sur son site internet une vingtaine de *fake news* très répandues autour de prétendus traitements ou prophylaxies contre le virus²².

Encore plus insidieuses sont les multiples théories du complot qui prolifèrent sur les médias sociaux : la Chine aurait délibérément infecté sa population ; le Covid-19 serait un effet du nouveau standard de téléphonie mobile 5G ; ce virus aurait été breveté par un laboratoire lié à Bill Gates ; il aurait été créé par l’Institut Pasteur pour vendre des vaccins, etc.

Ces élucubrations resteraient anecdotiques si elles ne constituaient pas, souvent, des incitations à la violence. Au Royaume-Uni, par exemple, plusieurs antennes 5G ont été incendiées récemment. Plus grave encore est la stigmatisation xénophobe et raciste envers certains groupes accusés de propager le virus comme ce fut le cas des Chinois et, plus généralement, des Asiatiques au début de l’épidémie, mais aussi des Occidentaux, en particulier les Italiens et les Français, dans certains pays d’Afrique²³.

¹⁵ Cf. Marc Hecker, « La seule logique sanitaire ne saurait guider l’action publique », *Le Monde*, 26 mars 2020.

¹⁶ A titre d’exemples, on peut citer l’incompréhension de beaucoup d’internautes quant aux délais indispensables pour développer un vaccin ainsi que la polémique quasi hystérique autour du traitement à base d’hydroxychloroquine.

¹⁷ Raphaël Balenieri, Sébastien Dumoulin, « Covid-19 : un festival d’infox », *Les Echos*, 11 mars 2020.

¹⁸ [Message by President Ursula VON DER LEYEN on disinformation during the Coronavirus crisis](#), 31 mars 2020.

¹⁹ <https://euvsdisinfo.eu>

²⁰ <https://www.conspiracywatch.info>

²¹ Cf. le compte Twitter officiel du ministère des Solidarités et de la Santé : @MinSoliSante.

²² [Coronavirus disease \(COVID-19\) advice for the public: Myth busters](#).

²³ Matteo Maillard, « Covid-19 : médias et réseaux sociaux africains mettent en cause un virus venu d’ailleurs », *Le Monde*, 6 mars 2020 ; « Quand les réseaux sèment la psychose en Afrique », Radio France International, 27 mars 2020 (www.rfi.fr/fr/podcasts) ; Luc Lenoir, « Coronavirus : quand l’Afrique dénonce la ‘maladie des blancs’ », *Le Figaro*, 28 mars 2020. A noter aussi que certaines ambassades des Etats-Unis en Afrique ont émis des

Aussi cette désinformation prend-elle souvent un tour politique. Les réseaux véhiculent de plus en plus de critiques contre les gouvernants et, de façon générale, contre les puissants et les « sachants ». Une thèse complotiste largement diffusée soutient d'ailleurs que l'épidémie résulterait du « plan secret » d'une « élite mondialisée ». Malgré une culture généralement respectueuse du pouvoir et, surtout, une censure sévère, cette critique des autorités a même été observée en Chine au début de l'épidémie : des milliers de commentaires sur les médias sociaux remettaient en cause – à juste titre – la gestion de la crise par le Parti²⁴ jusqu'à ce que la censure officielle renforce le contrôle des réseaux à partir de février 2020²⁵.

En France également, les critiques se multiplient contre l'action du gouvernement sur les médias sociaux²⁶. Ainsi le hashtag #IlsSavaient (souvent associé à #OnNoublieraPas, #OnNoublieraRien ou #PlusJamaisCa) a été lancé fin mars dernier sur Twitter juste après la déclaration de l'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, qui disait avoir prévenu le gouvernement de la gravité de l'épidémie. Ce hashtag a été partagé des dizaines de milliers de fois selon l'outil d'analyse SocioViz²⁷.

Ce type de contestation en ligne ne peut que rappeler le mouvement de mécontentement des « gilets jaunes » à la fin de l'année 2018. Au-delà du rejet des personnalités politiques, la « France d'en bas » s'en prend à celle « d'en haut » ; elle conspu « les Parisiens qui fuient la capitale et contaminent la province » ; elle fustige les « privilégiés » du télétravail, etc. Cette « fracture sociale » est parfois entretenue maladroitement par des personnalités médiatiques qui se mettent elles-mêmes en scène sur les réseaux depuis leur appartement luxueux ou leur maison de campagne, ce qui est jugé très déplacé, voire « indécent » par beaucoup. La crise du Covid-19 apparaît donc non seulement comme un puissant révélateur des tensions qui préexistent dans la société mais elle montre aussi que les réseaux sociaux peuvent nourrir, voire exaspérer, la colère d'une partie de la population envers une autre – notamment ceux qui sont perçus comme les « élites » –, au moment même où la cohésion est plus que jamais nécessaire.

Au plan international, la désinformation sur l'épidémie est devenue le nouveau cheval de bataille de tous ceux qui veulent fragiliser l'Union européenne (UE) : elle aurait montré sa désunion face au virus ; le projet européen serait mort ; l'UE serait au bord de l'implosion ; le coronavirus mettrait en lumière la faiblesse des valeurs humanistes européennes, etc.²⁸ Mais

avertissements aux voyageurs suite aux faits reportés de « harcèlement verbal et sur le web, caillassages, et d'attaques sur véhicules occupés par des expatriés » depuis le début de l'épidémie.

²⁴ Frédéric Schaeffer, « Coronavirus : en Chine, la colère monte face à la gestion de l'épidémie », *Les Echos*, 3 février 2020 ; vidéo « Comment le coronavirus défie la censure chinoise », *Le Monde*, 18 février 2020. Les critiques ont culminé après la mort, le 7 février 2020, du docteur Li Wenliang, le « lanceur d'alerte » qui avait tenté d'avertir ses collègues sur la gravité de la maladie dès début janvier 2020.

²⁵ Selon l'organisation China Human Rights Watch, au 26 mars 2020, le ministère chinois de la Sécurité publique aurait poursuivi 896 internautes chinois pour propagation de fausses rumeurs sur l'épidémie et sur sa gestion par les autorités (« 'A Healthy Society should not have Just One Voice' – China Must End Crackdown on Online Speech in Response to COVID-19 », www.nchr.org, 1^{er} avril 2020).

²⁶ Selon un sondage Ifop publié le 10 avril 2020, « le jugement sur l'action du gouvernement face à l'épidémie de coronavirus est plus critique que jamais depuis le début de la crise. Dans le détail, 81 % des Français pensent que le gouvernement a caché certaines informations (+17 % par rapport au 15 mars) [...]. 76 % des Français (+19 points depuis le 15 mars) pensent que le gouvernement n'a pas réagi rapidement, 70 % (+24 points) qu'il ne donne pas tous les moyens aux infrastructures et professionnels de santé pour lutter contre ce virus et 68 % qu'il n'a pas communiqué de manière claire (+25 %) » (Ifop – Fiducial, « Balises d'opinion #91 : Suivi de la crise du coronavirus et de l'action gouvernementale – Vague 9 », avril 2020. Voir aussi Etienne Jacob, « L'hystérie complotiste s'accélère autour du coronavirus », *Le Figaro*, 6 mars 2020).

²⁷ <https://socioviz.net>

²⁸ Jean-Pierre Stroobants, « Coronavirus : la pandémie, arme de désinformation massive contre l'Europe », *Le Monde*, 3 avril 2020.

l'Alliance atlantique aussi est attaquée sur les réseaux : le virus aurait été élaboré dans un laboratoire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; il aurait été introduit dans les pays baltes par des soldats de l'Alliance, etc.

De façon générale, la désinformation autour du Covid-19 sur les réseaux cristallise les tensions internationales existantes, voire contribue à la réactivation de certaines crises. Le réveil de la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis en est l'illustration la plus spectaculaire, les internautes des deux pays s'adressant mutuellement l'accusation d'être à l'origine de la pandémie. Il est vrai qu'ils suivent en cela l'exemple de leurs dirigeants : le président Trump qualifie dans ses tweets le Covid-19 de « virus chinois » et le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo l'appelle « le virus de Wuhan », tandis que Zhao Lijian, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, soutenait début mars sur Twitter que le coronavirus avait été « *biologiquement conçu* » et propagé en Chine par l'armée américaine²⁹ ... Mais on peut également citer pêle-mêle : le ministre de l'intérieur du Bahreïn qui a dénoncé par tweet une « *agression biologique* » iranienne³⁰, tandis que des responsables iraniens pointent un « *complot des ennemis* » de la République islamique ; des internautes turcs qui relaient et amplifient la désinformation contre l'UE ; des Chinois qui décrédibilisent les donations européennes en Afrique ; de multiples théories conspirationnistes antisémites³¹ ou visant Israël qui sont relayés massivement par les réseaux dans les pays arabes et en Turquie ; des critiques de la part de Chinois continentaux de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement taïwanais³² ; des tentatives de déstabilisation de l'Ukraine, comme la rumeur selon laquelle les personnes rapatriées de Wuhan dans la ville de Novi Sanjary étaient infectées par le virus, ce qui a provoqué une émeute³³...

La lutte inégale contre l'épidémie de *fake news*

A la suite de l'OMS, d'autres institutions internationales, notamment l'UE et l'OTAN, ainsi que de nombreux gouvernements, dont le gouvernement français³⁴, ont pris la mesure de la gravité de l'infodémie autour du Covid-19. Ces différents acteurs institutionnels ont généralement privilégié trois pistes d'action : la traque aux fausses informations sur le net ; la communication et le démenti des infox ; l'incitation des plateformes internet à « faire le ménage » sur leur site.

Ainsi, en France, le Service d'information du gouvernement (SIG)³⁵ est chargé de coordonner la lutte contre la désinformation et assure le lien avec les médias sociaux. D'autres organismes, tels que Santé publique France³⁶, agence nationale de santé publique sous tutelle du ministère chargé des solidarités et de la santé, diffusent les informations sanitaires officielles tandis que la communication du ministère dément le cas échéant les *infox* autour de la maladie, en particulier sur Twitter³⁷. Pour l'Union européenne, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

²⁹ « Coronavirus : Pékin soupçonne l'armée américaine d'avoir apporté le virus en Chine », L'EXPRESS.fr et AFP, 13 mars 2020.

³⁰ « Bahrain Accuses Iran of 'Biological Aggression' over COVID-2019 », www.aljazeera.com, 12 mars 2020.

³¹ Irene Connelly, « Online anti-Semitism Thrives around Coronavirus, even on Mainstream Platforms », <https://forward.com>, 11 mars 2020.

³² « Taiwan Accuses China of Waging Cyber 'War' to Disrupt Virus Fight », Reuters, 29 février 2020.

³³ « Coronavirus : les autorités ukrainiennes à l'épreuve de la désinformation », Radio France International, 22 février 2020.

³⁴ Dès le 28 février 2020, une réunion sur ce sujet s'est tenue à Bercy avec les représentants des principales plateformes.

³⁵ <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

³⁶ <https://www.santepubliquefrance.fr> et compte Twitter officiel : @santeprevention

³⁷ Compte Twitter officiel du ministère des Solidarités et de la Santé : @MinSoliSante

pilote le site EUvsDisinfo³⁸, déjà cité, qui recense et apporte des démentis aux *fake news* et aux théories complotistes sur l'épidémie.

Mais ce sont les actions des grandes plateformes qui semblent les plus prometteuses, même si, pour la plupart, elles se contentent d'appliquer le code de bonne conduite signé avec la Commission européenne en 2018³⁹. Longtemps réticentes à interférer sur les contenus diffusés par leurs utilisateurs, elles font preuve dans cette crise d'une bonne volonté assez inédite pour coopérer avec les autorités⁴⁰. Les médias sociaux proposent ainsi en priorité aux internautes les informations émanant des sources officielles (OMS, Croix-Rouge, gouvernement...), en les promouvant notamment dans leur « fil d'actualité » (ou équivalent). Elles mettent en avant systématiquement ces sources fiables et renvoient leurs utilisateurs vers les sites d'information officiels tout en « rétrogradant » les informations plus douteuses, c'est-à-dire en les rendant moins immédiatement visibles. Leur système de « modération », qui s'appuie de plus en plus sur l'intelligence artificielle, supprime les contenus jugés dangereux. Facebook⁴¹ a également mis en place un service de « contrôle des faits » (*fact checking*) : quand un internaute se trouve confronté à une information douteuse, l'application l'alerte par une « notification » et lui propose des articles qui rétablissent la vérité, y compris de façon rétroactive⁴². Selon la plateforme de Mark Zuckerberg, ces différentes techniques permettraient de réduire très significativement la « viralité » des infox⁴³, même si, dans le même temps, la plateforme annonçait qu'il fallait s'attendre à une « efficacité un peu moindre » du fait que la plupart de ses 15 000 modérateurs étaient désormais en télétravail ou confinés (tandis que les algorithmes de détection restent encore largement imparfaits)⁴⁴.

De fait, cette autosatisfaction des médias sociaux n'a pas empêché plusieurs ratés (qualifiés, par euphémisme, de « bugs »)⁴⁵ et surtout la poursuite de la propagation des infox⁴⁶ de même que l'adhésion d'un nombre croissant de personnes aux thèses conspirationnistes⁴⁷. Mais les plateformes auront quand même démontré à cette occasion qu'elles disposent de plus de moyens qu'elles ne prétendaient pour contrôler leurs contenus.

« Corona-panique », rumeurs déstabilisatrices, stigmatisation, ressentiment, désinformation massive, tensions sociales et division internationale... Une nouvelle fois les médias sociaux brillent par leur capacité à semer le désordre à travers le monde, tandis que les contre-mesures

³⁸ <https://euvsdisinfo.eu>

³⁹ Guillaume Guichard, « Coronavirus : les réseaux sociaux tentent de contenir l'épidémie de fausses nouvelles », *Le Figaro*, 10 mars 2020.

⁴⁰ Peut-être parce que la lutte contre l'infodémie fait consensus, plus sûrement parce que les institutions exercent une pression croissante sur les plateformes.

⁴¹ Cf. Tifenn Clinkemaillié, « Facebook s'attaque aux fake news sur le coronavirus », *Les Echos*, 31 janvier 2020.

⁴² Raphaël Balenieri, « Facebook se dote d'un système d'alerte rétroactif sur les 'fake news' », *Les Echos*, 16 avril 2020.

⁴³ Cf. Kevin Roose, Gabriel J.X. Dance, « The Coronavirus Revives Facebook as a News Powerhouse », *The New York Times*, 23 mars 2020.

⁴⁴ Raphaël Balenieri, « Coronavirus : un double défi pour WhatsApp », *Les Echos*, 18 mars 2020.

⁴⁵ Nombre de *fake news* sont passées à travers les mailles des modérateurs, alors que certaines sources sérieuses ont été abusivement supprimées.

⁴⁶ Le site EUvsDisinfo a ainsi relevé en moins d'une semaine (du 1^{er} au 6 avril 2020) 66 nouvelles preuves de désinformation. Voir aussi : Raphaël Balenieri, Sébastien Dumoulin, « Les plates-formes peinent à enrayer les 'fake news' sur le coronavirus », *Les Echos*, 11 mars 2020.

⁴⁷ A titre d'exemple, selon un sondage Ifop, plus d'un quart des Français pensent que le virus a été « fabriqué » dans un laboratoire et cette proportion augmente chez les plus jeunes (voir *Le Point* du 28 mars 2020). Une enquête similaire du Pew Research Center (<https://www.pewresearch.org>) menée à la mi-mars 2020 montre que 29 % des Américains pensent de même, alors qu'à ce jour, rien ne prouve cette hypothèse, que les scientifiques en doutent et que la Chine la dément formellement.

prises peinent à freiner le phénomène. Devant ces déplorables symptômes, il importe de tenter le diagnostic stratégique d'une infodémie révélatrice de notre époque.

Diagnostic stratégique d'une désinformation pandémique

Il est évidemment hasardeux de tirer des enseignements d'une crise avant qu'elle ne soit terminée. Cependant, le premier bilan – mitigé – des mesures prises contre l'infodémie montre que la propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux est un phénomène persistant et profond qui dépasse la seule crise sanitaire. Au-delà des explications conjoncturelles liées au caractère exceptionnel de l'épidémie du Covid-19, cette infodémie confirme que les effets déstabilisateurs des réseaux sociaux numériques sont devenus consubstantiels de toutes les crises actuelles, au point de devenir désormais, et pour longtemps, un enjeu structurant de la géopolitique contemporaine.

Pour comprendre la poursuite et même l'aggravation de l'infodémie malgré les contre-mesures, plusieurs explications peuvent être avancées.

Un retour au Moyen Âge

En premier lieu sont pour beaucoup, dans l'explosion des infox, la nature et les développements de cette crise exceptionnelle, c'est-à-dire la pandémie mondiale d'un virus inconnu, mais aussi des mesures de confinement qui affectent plus de la moitié de l'humanité ainsi que les incertitudes qui pèsent sur l'avenir. Ces circonstances constituent naturellement une source d'angoisse majeure pour les individus.

Si le sentiment de menace perçu est le produit de la vulnérabilité ressentie et de la sévérité estimée du danger, pour autant, la peur n'est pas toujours proportionnée aux risques réels. Les spécialistes de la psychologie du risque, comme Paul Slovic⁴⁸, ont ainsi démontré que l'incertitude augmente encore l'inquiétude alors que le sentiment du contrôle que l'on peut avoir sur la menace la diminue. Dans le cas du Covid-19, en l'absence de traitement et de vaccin, l'inquiétude ne peut être que maximale. Or, pour le paléanthropologue Pascal Picq⁴⁹, les progrès décisifs de la médecine depuis la fin du XIX^e siècle ont peu à peu diffusé l'idée que l'espèce humaine s'était « *tirée d'affaire* », c'est-à-dire s'était affranchie de l'évolution, le *transhumanisme* étant le dernier avatar de ce courant de pensée. L'épidémie de coronavirus balaie ces certitudes et nous replonge d'autant plus brutalement dans les mêmes terreurs que nos ancêtres. Il n'est donc pas si étonnant qu'aujourd'hui comme lors des grandes épidémies de peste ou de choléra du passé, il y ait un immense besoin de sens⁵⁰ et que des « boucs émissaires » soient désignés⁵¹. Pour le sociologue Gérald Bronner⁵², c'est une « *tentation anthropologique, un réflexe herméneutique d'interprétation du réel* »⁵³.

⁴⁸ Paul Slovic (né en 1938), professeur à l'Université de l'Oregon et membre de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis, est considéré, avec Baruch Fischhoff et Sarah Lichtenstein, comme l'un des fondateurs de la recherche dans le domaine de la perception des risques.

⁴⁹ Cf. l'interview de Pascal Picq par Yann Verdo, « Le Covid-19 montre qu'en termes d'évolution, l'homme n'est pas tiré d'affaire », *Les Echos*, 3 et 4 avril 2020.

⁵⁰ Longtemps les grandes épidémies ont été perçues comme des châtements divins.

⁵¹ Lors de la grande peste noire, à Toulon et à Barcelone en 1348 et à Strasbourg en 1349, des centaines de Juifs ont été exterminés.

⁵² Professeur de sociologie à l'Université Paris-Diderot, Gérald Bronner est membre de l'Académie nationale de médecine, de l'Académie des technologies et de l'Institut universitaire de France. Spécialiste des croyances sociales, il s'est particulièrement intéressé aux rumeurs et à la désinformation sur les réseaux sociaux. Il est notamment l'auteur de *Déchéance de rationalité* (Grasset, 2019) et de *La Démocratie des crédules* (PUF, 2013).

⁵³ Cf. l'interview de Gérald Bronner par Ivanne Trippenbach, « Coronavirus : 'Le monde politique devient l'auberge espagnole de l'opportunisme idéologique' », *L'Opinion*, 3 avril 2020. Voir aussi Gérald Bronner, « La peur au temps du coronavirus », *Le Point*, 6 mars 2020.

En d'autres termes, il a toujours été tentant de substituer un récit, fût-il mythique (voire farfelu), à une réalité qu'on ne peut expliquer, ni dominer, et qui remet en cause les fondements de la société⁵⁴.

Les modernes trompettes de l'Apocalypse

Pour reprendre la terminologie de la psychologie sociale⁵⁵, la « représentation du risque » véhiculée par les médias joue évidemment un rôle déterminant dans la « perception du risque » individuelle.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont devenus la source d'information principale d'une majorité de la population, notamment des jeunes⁵⁶, source d'autant plus importante qu'en période de confinement, le temps passé sur internet, et en particulier sur ces médias sociaux, a augmenté de façon considérable⁵⁷. Or ces médias ont profondément modifié le rapport à l'information : le « consommateur » passif est désormais devenu aussi un « producteur ». Parmi les nombreux effets de cette démocratisation de l'offre d'information, le plus crucial peut-être est qu'elle nous aurait fait basculer dans une société où la vérité, y compris scientifique, n'est plus qu'une opinion parmi d'autres⁵⁸. Multiples biais cognitifs⁵⁹ ainsi qu'appétence pour le spectaculaire et l'émotionnel expliquent ainsi en grande partie le succès des théories du complot et des *fake news* sur le web social alors même que les mesures prises pour rétablir la vérité des faits ne répondraient qu'imparfaitement au défi posé, voire l'aggravaient⁶⁰. Pour certains chercheurs⁶¹, le modèle économique et technologique même des réseaux sociaux ne pourrait d'ailleurs que conduire à ces dérives⁶².

En outre, des motifs d'ordre plus social (non seulement cognitif) pourraient également expliquer la propagation des infox et autres récits conspirationnistes sur les réseaux. En extrapolant la « théorie de l'identité sociale » de Henri Tajfel⁶³, l'adhésion à ce type de « vérités alternatives »

⁵⁴ Céline Delbecque, « 'La Rolls des théories du complot' : pourquoi les virus passionnent les conspirationnistes », *L'Express*, 27 janvier 2020.

⁵⁵ Hélène Joffe, Birgitta Orfali, « De la perception à la représentation du risque : le rôle des médias », *Hermès*, 2005/1, n° 41, pp. 121-129.

⁵⁶ D'après le Pew Research Center, plus des deux tiers des Américains utilisent régulièrement les médias sociaux pour s'informer et 93 % d'entre eux ont eu accès à des informations par ce biais.

⁵⁷ Voir notamment : Monica Anderson, Emily A. Vogels, « Americans Turn to Technology during COVID-19 Outbreak », Pew Research Center, 31 mars 2020 ; Kevin Roose, Gabriel J. X. Dance, « The Coronavirus Revives Facebook as a News Powerhouse », *The New York Times*, 23 mars 2020 ; Frédéric Schaeffer, « Coronavirus : les Chinois ont massivement migré sur les plateformes numériques », *Les Echos*, 2 mars 2020. A noter que Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, a lui-même indiqué sur son propre compte le 3 mars 2020 : « *Nous savons [...] qu'en temps de crise, les outils de communication sont encore plus utilisés que d'habitude* ».

⁵⁸ Cf. l'entretien avec Caroline Faillet dans *Le Point* du 28 octobre 2018 : « Fake news : 'Le Web installe les mécanismes de régulation de ses propres dérives' ».

⁵⁹ Notamment le biais de confirmation, l'effet d'amalgame (ou d'illusion de corrélation) et l'effet Dunning-Kruger (ou effet de surconfiance selon lequel les moins qualifiés dans un domaine surestiment leur compétence), etc. Voir à ce sujet les travaux de Gérald Bronner (*op. cit.*).

⁶⁰ Gordon Pennycook, David Rand, « The Right Way to Fight Fake News », *The New York Times*, 26 mars 2020.

⁶¹ Nicolas Madelaine, « Pourquoi addiction et *fake news* sont l'ADN des réseaux sociaux », *Les Echos*, 21 novembre 2017 ; voir aussi « Fake news : 'Le Web installe les mécanismes de régulation de ses propres dérives' », *op. cit.*

⁶² Claire Wardle, Hossein Derakhshan, *Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making*, Council of Europe report DGI(2017)09, septembre 2017.

⁶³ Henri Tajfel (1919-1982), professeur de psychologie sociale à l'Université de Bristol, a fondé dans les années 1970 la théorie de l'identité sociale, qui décrit les processus psychologiques impliqués dans la formation des groupes et permet d'expliquer différentes formes de comportements sociaux, notamment les conflits intergroupes

et leur diffusion ne se résument pas simplement à la question de la vérité des faits, elles s'inscrivent également dans une logique identitaire potentiellement valorisante⁶⁴. Cette dynamique a d'ailleurs été observée lors du mouvement des « gilets jaunes », qui est né sur les médias sociaux à la fin de l'année 2018. Dès lors, pour ceux qui se retrouvent dans une telle dynamique identitaire, toute critique est perçue comme provenant d'un groupe hostile (les « puissants », les « Parisiens », les « multinationales », etc.) et elle est disqualifiée par avance, ce qui rend le rétablissement de la vérité ardu, voire impossible.

Corrélé à l'explication précédente, il faut enfin pointer un autre effet délétère de la démocratisation de l'information sur le web social : il pourrait favoriser les conditions psychologiques d'une relation « mimétique » qui fonde le ressentiment et peut devenir conflictuelle⁶⁵. La « passion d'égalité » que décrivait prophétiquement Tocqueville⁶⁶ paraît en effet s'étendre et s'exaspérer à mesure que se déploie la communication mondialisée. Alors même que le sentiment d'impunité (du fait de l'anonymat) favorise l'expression d'opinions haineuses et extrêmes⁶⁷, la frustration et la rancœur peuvent naître et s'autoalimenter de cette promesse d'égalité des conditions portée par les médias modernes, promesse qui paraît encore largement inaccessible à la plupart des peuples ainsi qu'à une grande part des sociétés occidentales. Autrement dit, du fait de son effet de loupe et d'amplification des événements, des comparaisons qu'il permet et donc des inégalités dont il fait prendre conscience, le web social contribue à alimenter une « colère à distance » – exacerbée par la crise sanitaire et le confinement généralisé – envers les « nantis » ou les « pays riches ». En outre, ce ressentiment – devenu pour certains le nerf de la violence internationale⁶⁸ – expliquerait en grande partie le rejet de la culture dite « dominante » et le raidissement autour d'une identité souvent fantasmée.

Pour toutes ces raisons liées à leur modèle de fonctionnement, les réseaux sociaux, en cette période de fragilité et d'angoisse provoquée par l'épidémie, ont donné une formidable caisse de résonance à l'inquiétude ambiante, au risque de provoquer une psychose massive. Mais ils ont aussi constitué le vecteur privilégié des récits pseudo-explicatifs les plus farfelus et les plus destructeurs, y compris en désignant des boucs émissaires à la vindicte populaire.

Les incendiaires numériques

Les effets de l'infodémie sont d'autant plus violents que certains pays sont soupçonnés de l'attiser en diffusant des fausses informations, des rumeurs et des récits complotistes sur le web social.

L'instrumentalisation politique et stratégique d'une crise sur les réseaux n'est pas nouvelle, mais elle apparaît particulièrement cynique dans les circonstances d'une pandémie qui frappe le

⁶⁴ Pascal Moliner, « Et si les complotistes étaient des comploteurs ? », theconversation.com, 7 mars 2016.

⁶⁵ René Girard, *Achever Clausewitz*, Flammarion, Paris, 2007.

⁶⁶ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, deuxième partie, chapitre premier, Gallimard, Folio-Histoire, Paris, 1999, pp. 137-142.

⁶⁷ Pour 58 % des Français, internet est le principal foyer des discours de haine, soit bien plus que l'entourage ou les médias traditionnels, et respectivement 70 % et 78 % d'entre eux se disent confrontés à des propos haineux sur Facebook et sur Twitter (sondage réalisé en mai 2016 pour Google France par l'institut CSA). Voir également : « Les Réseaux de la haine », documentaire réalisé en 2014 par Rokhaya Diallo et Mélanie Gallard ; Jacques Hubert-Rodier, « L'antisémitisme se propage sur Internet », *Les Echos*, 30 octobre 2018.

⁶⁸ Cf. notamment Dominique Moisi, *La géopolitique de l'émotion*, Flammarion, 2009 (réédition 2015) ainsi que les ouvrages de Bertrand Badie.

monde entier. Evidemment les preuves d'une telle désinformation d'Etat sont difficiles à établir et les chancelleries comme les organisations internationales hésitent en général à désigner ouvertement les responsables, même si les évidences s'accumulent⁶⁹. Deux pays sont néanmoins sous le feu des critiques, la Russie et la Chine, alors qu'on sait depuis longtemps qu'ils ont développé des armées de « provocateurs virtuels » (*trolls*) et de « robots numériques » (*bots*) pour influencer les internautes sur les médias sociaux⁷⁰.

La Russie s'est montrée particulièrement active sur les réseaux ces dernières années (crise russo-ukrainienne, soupçons d'ingérence dans le référendum du Brexit, les élections américaines et celles d'autres pays...). Vis-à-vis des pays occidentaux, les objectifs du Kremlin seraient moins de soutenir une politique et un camp particuliers que – ce qui est peut-être plus inquiétant – de semer la confusion par des infox, d'aggraver les divisions au sein des opinions publiques, d'« entretenir le tribalisme »⁷¹, de décrédibiliser les dirigeants et de jeter le doute sur les processus démocratiques⁷². Malgré les démentis de Moscou, la Russie ne déroge pas à ce type d'action en pleine crise du Covid-19 et le site EUvsDisinfo pointe de plus en plus de *fake news* « pro-Kremlin »⁷³ : la signature de certaines est limpide (par exemple, « accuser la Chine au sujet de la pandémie est un stratagème, comme accuser la Russie pour le crash du MH-17 »), d'autres sont plus indirectes, notamment celles qui tentent de décrédibiliser la gestion de la crise par l'UE. Cependant leur reprise par des médias favorables à Vladimir Poutine, comme *Russia Today* ou *Sputnik*, ou par des officiels russes trahit leur origine.

La Chine quant à elle utilise systématiquement le web social pour contrer les critiques envers le régime, maintenir sa stabilité intérieure⁷⁴ et renforcer son image internationale, quitte à abuser de la désinformation. Dans la crise sanitaire actuelle, la propagande chinoise sur internet magnifie l'action des autorités communistes contre l'épidémie (et minimise le nombre de victimes en Chine) et, par contraste, pointe l'inefficacité des démocraties tout en tentant de rejeter la responsabilité de l'origine de la crise sur les Américains. Elle instrumentalise également l'aide sanitaire apportée par la Chine, notamment à l'Afrique et à l'Italie, en dénigrant l'action de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Cette désinformation reprise par des responsables chinois⁷⁵ ne fait que durcir de jour en jour la tension avec l'Occident, malgré les déclarations officielles de coopération contre le virus⁷⁶. Le Département d'Etat américain a ainsi critiqué les autorités chinoises pour avoir répandu des thèses complotistes « *dangereuses et ridicules* » tandis que l'ambassadeur de Chine aux États-

⁶⁹ Voir le récent rapport du SEAE : *EEAS Special Report: Disinformation on the Coronavirus – Short Assessment of the Information Environment*, EUvsDisinfo (<https://euvsdisinfo.eu>).

⁷⁰ Peter W. Singer, « War Goes Viral, How Social Media is being Weaponized across the World », www.theatlantic.com, novembre 2016.

⁷¹ Selon les termes du rapport de New Knowledge, une société qui a analysé la stratégie russe sur les réseaux sociaux à la demande de la commission sénatoriale américaine chargée du renseignement.

⁷² Gilles Paris, « Comment des 'trolls' russes ont réussi à peser sur l'élection présidentielle américaine », *Le Monde*, 18 décembre 2018.

⁷³ Cf. notamment : « Disinformation Mash-up: MH-17 and Coronavirus » (12 mars 2020) ; « The Kremlin And Disinformation about Coronavirus » (16 mars 2020) ; « Coronavirus Disinformation: Kremlin Overplays its Hand » (8 avril 2020), etc. (<https://euvsdisinfo.eu>)

⁷⁴ A cet égard, le régime semble profiter de l'épidémie pour accroître encore le « contrôle social » de la population chinoise via les réseaux sociaux (« Chine, l'empire du contrôle », éditorial du *Monde*, 19 février 2020).

⁷⁵ Gerry Shih, « Conspiracy Theorists Blame U.S. for Coronavirus. China is Happy to Encourage them », *The Washington Post*, 5 mars 2020.

⁷⁶ Alain Frachon, « Entre la Chine et les Etats-Unis, le coronavirus est un sujet de conflit supplémentaire, pas de coopération », *Le Monde*, 26 mars 2020.

Unis a été convoqué à ce sujet⁷⁷. La France a fait de même le 14 avril 2020 à la suite de la publication de tribunes anonymes jugées très déplacées sur le site de la représentation chinoise⁷⁸. Londres et Paris accusent désormais aussi, à mots couverts, la Chine de travestir la réalité et de propager des contre-vérités. La « campagne de désinformation intentionnelle » de la Chine aurait d'ailleurs été abordée au sein du G7 à l'initiative du Secrétaire d'Etat Mike Pompeo⁷⁹. De même, des députés européens ont saisi Charles Michel, président du Conseil européen, et Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, pour leur demander une réaction plus ferme vis-à-vis de la Russie et de la Chine⁸⁰.

En soufflant sur les braises de l'infodémie, en particulier sur les réseaux sociaux, les Etats incendiaires risquent donc à la fois de compromettre la gestion internationale de la pandémie et d'aggraver ses conséquences sur la cohésion interne des sociétés, sur celle de l'Europe et plus généralement, sur la stabilité internationale.

Un enjeu de sécurité

Très sollicités en cette période de crise sanitaire et soumis à de multiples tentatives de désinformation, les médias sociaux constituent à n'en pas douter les vecteurs aggravants de l'infodémie qui elle-même menace la coopération internationale et complique la sortie de crise.

Comme l'a démontré Serge Tchakhotine⁸¹, la puissance de la propagande est proportionnelle à l'état d'affaiblissement généralisé de l'esprit critique du public. Certes, le confinement généralisé et l'angoisse du lendemain ont fragilisé des esprits déjà très inquiets par la brutalité et la gravité de la pandémie. Mais il est patent que les médias sociaux⁸² entretiennent et renforcent la pente compassionnelle et émotive de l'opinion⁸³ au détriment de l'analyse rationnelle et de l'esprit critique, avec tous les risques que l'affect et l'irrationalité peuvent introduire dans le champ politique, notamment dans le domaine des relations internationales⁸⁴. C'est pourquoi les opinions sur les réseaux sociaux sont si vulnérables aux actions de désinformation et d'influence, notamment de la part de certains Etats.

Par-delà les circonstances spécifiques de la crise sanitaire, le désordre et la discorde que ces médias sociaux sèment dans le monde et au sein même des sociétés sont donc devenus un problème de sécurité qui commence à alerter les pouvoirs publics. Depuis les années 2010, les événements ont en effet montré leur rôle croissant tant dans les crises sociales et politiques internes que dans leur internationalisation. Du fait de leur propagation quasi universelle, que l'on peut qualifier de « virale », ces nouveaux outils de communication ne seront pas « désinventés ». Si la mondialisation des personnes et des biens devait reculer, nul doute qu'eux subsisteraient.

⁷⁷ Shaun Tandon, « US Summons Chinese Ambassador over 'Dangerous and Ridiculous' Coronavirus Conspiracy Theory », AFP, 16 mars 2020.

⁷⁸ Frédéric Lemaître, Piotr Smolar, « Coronavirus : la France convoque l'ambassadeur de Chine pour lui exprimer son mécontentement », *Le Monde*, 15 avril 2020.

⁷⁹ « Pompeo says G7 Discussed China's Coronavirus 'Disinformation' », Reuters, 25 mars 2020.

⁸⁰ Jean-Pierre Stroobants, « Coronavirus : la pandémie, arme de désinformation massive contre l'Europe », *Le Monde*, 3 avril 2020.

⁸¹ Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, Paris, 1959 (édition originale en 1939).

⁸² Du fait notamment de la prédominance de l'image sur ces médias (cf. le succès de YouTube et de ses nombreux avatars).

⁸³ Voir notamment sur ce thème : Anne-Cécile Robert, *La stratégie de l'émotion*, Lux, coll. Lettres libres, Paris, septembre 2018, et Myriam Revault-d'Allonnes, *L'homme compassionnel*, Seuil, Paris, 2008.

⁸⁴ Cf. Dominique Moïsi, *La géopolitique de l'émotion*, op. cit.

C'est pourquoi, même si la plupart des Etats démocratiques, dont la France, semblent encore mal appréhender les risques stratégiques de ce phénomène global⁸⁵, ces derniers devraient susciter des études approfondies sur l'utilisation politique des médias sociaux, notamment du point de vue de la sécurité intérieure et de la défense.

Conclusion : vers une « géopolitique 2.0 »

Au-delà des explications conjoncturelles liées au caractère exceptionnel de l'épidémie du Covid-19, l'*infodémie* qui l'accompagne confirme que les effets déstabilisateurs des réseaux sociaux numériques sont devenus consubstantiels de toutes les crises actuelles, au point de devenir désormais et pour longtemps un enjeu structurant pour la sécurité ainsi qu'un déterminant de la géopolitique contemporaine.

Le 16 mars 2020, le président de la République a déclaré solennellement la « guerre » à l'épidémie du Covid-19. Même si ce registre guerrier peut paraître abusif⁸⁶, dans tout conflit ou crise majeure, le rôle de l'information est fondamental : l'infodémie qui accompagne la pandémie en témoigne.

Depuis Sun Zi⁸⁷, les stratégestes savent que l'information, la communication, la déception, l'influence, la propagande, bref, tout ce qui relève de la « guerre informationnelle » (ou subversive), jouent autant que l'action politique et la force militaire dans les confrontations et les crises⁸⁸. De ce point de vue, les réseaux sociaux ont d'ores et déjà des effets géopolitiques. Formidables caisses de résonance, ils ont des effets sur le déroulement mais également sur le déclenchement des crises. De même que l'essor de la presse et l'accélération du tempo diplomatique permis par le télégraphe avant la Première Guerre mondiale avaient chauffé à blanc les opinions et poussé leurs gouvernements « somnambules »⁸⁹ au conflit après l'attentat de Sarajevo, de même que le développement de la TSF avait donné un porte-voix aux dictateurs bellicistes avant la Seconde Guerre mondiale, précipitant leurs peuples dans la guerre, de même que, plus tard, la télévision a certainement joué un rôle déterminant dans le lancement des interventions occidentales (ex-Yougoslavie, Somalie, Rwanda, Afghanistan, Mali, etc.), les réseaux sociaux pourraient non seulement accompagner les crises et les guerres, mais aussi de plus en plus souvent favoriser l'éclatement de conflits (*ad bellum*). Il faut espérer de ce point de vue que l'infodémie actuelle ne conduise pas à des crises politiques ou sociales violentes, voire à des confrontations armées.

Pour autant, ce prisme ne semble pas épuiser toute la nouveauté du phénomène. Dans cette approche, le web social reste encore un moyen de communication, certes inégalé dans l'histoire, mais dont les conséquences demeurent comparables aux ruptures stratégiques provoquées par le télégraphe, la radio ou la télévision. Il ne s'agit pas là d'un changement du

⁸⁵ On peut néanmoins relever une première prise de conscience dans le discours du président de la République le 12 novembre 2018, lors de l'ouverture du 13^e Forum de la gouvernance de l'Internet (*Internet Governance Forum*), qui s'est tenu pour la première fois à Paris, au siège de l'UNESCO (« Macron invite géants du Web et gouvernements à 'réguler ensemble' Internet », *Le Monde*, 12 novembre 2018).

⁸⁶ Thibault Fouillet, « De la 'guerre sanitaire', mise en perspective de l'emploi du registre guerrier dans la crise du coronavirus », *Notes de la FRS*, n° 13/2020, 1^{er} avril 2020.

⁸⁷ Sun Zi, *L'art de la guerre*, Flammarion, coll. Champs classiques, Paris, avril 2017 (nouvelle édition revue et mise à jour).

⁸⁸ Voir *Doctrine d'emploi des forces* (DIA-01), Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), Ministère de la Défense, édition 2011.

⁸⁹ Christopher Clark, *Les Somnambules*, Flammarion, Paris, 2012.

paradigme de la conflictualité. La « guerre de l'information » prendrait simplement une place croissante ou une forme différente avec le développement de ces nouveaux médias, mais les fondements de la géopolitique, qui dans son acception courante est « l'étude des rapports entre les données naturelles de la géographie et les Etats »⁹⁰, resteraient pérennes.

Or certains indices laissent entrevoir que l'universalisation des médias sociaux pourrait avoir des effets autrement plus révolutionnaires, voire, pour certains sociologues, de nature anthropologique⁹¹. Du fait du rapport très particulier qu'ils induisent à l'information, de la nouvelle forme de sociabilisation qu'ils développent ainsi que de leur puissance de mobilisation potentielle, ils pourraient en effet avoir à court terme des répercussions sur les relations internationales et les équilibres mondiaux, fondant par là une nouvelle forme de géopolitique.

Dès lors, cette « géopolitique 2.0 » s'attacherait non seulement à étudier le web social en tant que nouveau champ de confrontation, mais elle analyserait également les frictions qui ne manqueront pas de s'intensifier entre le « monde réel »⁹² et les « communautés » – nouvelles entités politiques virtuelles qui se coaguleront, se déploieront, se structureront et se mobiliseront sur les réseaux.

⁹⁰ *Grand Robert de la langue française*, 2^e édition (1994).

⁹¹ Notamment avec l'émergence d'une « génération Y ». Voir par exemple : Dominique Wolton, *Les réseaux sociaux numériques*, *Hermès*, n° 59, Paris, avril 2011 ; Gérald Bronner, *La démocratie des crédules*, PUF, Paris, mars 2013 ; Monique Dagnaud, *Génération Y : les jeunes et les réseaux sociaux, de la dérision à la contestation*, Presses de Sciences Po, coll. Nouveaux débats, Paris, janvier 2013 ; Yves Théorêt (collectif), *Médias sociaux : leviers et espaces de transformation ?*, Les éditions de l'Immatériel, Paris, octobre 2015.

⁹² Y compris la tentation de certains Etats de se servir des réseaux sociaux comme d'un moderne *Big Brother*.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS—TOUS DROITS RÉSERVÉS